

## APPEL A PROJETS 2023-2027

### Accompagnement des projets des Groupes Opérationnels du Partenariat Européen pour l'Innovation

Fiche Intervention correspondante	Article 77.01
Indicateurs de résultats	R.1 - Améliorer les performances à travers les connaissances et l'innovation : Nombre de personnes bénéficiant d'une aide en matière de conseil, de formation et d'échange de connaissances ou participant à des groupes opérationnels du PEI ou à d'autres groupes/actions de coopération

#### Description du dispositif

Le Partenariat Européen pour l'Innovation (PEI) est un instrument de la politique européenne destiné à développer des innovations collaboratives dans les secteurs de l'agriculture, de l'agro-alimentaire, de l'alimentation et de la forêt. Les projets reliés au PEI ont pour objectif de rapprocher les agriculteurs et sylviculteurs, les acteurs du conseil, des filières et de la recherche pour favoriser l'innovation et ainsi faire face aux nombreux défis rencontrés par ces secteurs : adaptation aux aléas notamment climatiques et économiques, intégration des enjeux et contraintes environnementales ou territoriales, diversification des productions, marchés et sources de revenus, augmentation de la valeur ajoutée dégagée, réponse aux attentes sociétales en matière d'alimentation, d'environnement et de relocalisation, de bien-être animal...

Le PEI se traduit aussi par une mise en réseau des projets au niveau européen, national et local.

Ce dispositif vise à accompagner la mise en œuvre des projets des Groupes Opérationnels du PEI (GO PEI). Ces groupes sont des partenariats constitués pour traiter une problématique opérationnelle rencontrée par des acteurs de terrain (agriculteurs, sylviculteurs, entreprises de ces filières amont et/ou aval) via un projet pluriannuel d'innovation collaborative.

### **Définition de l'innovation**

*L'innovation envisagée dans la mise en œuvre du projet doit être une réponse originale apportée à une question ou à une problématique. C'est une idée qui présente un potentiel d'applications opérationnelles mais qui doit être testée et éprouvée avant de devenir une solution. Il peut s'agir d'une proposition totalement inédite ; ce peut être également l'adaptation aux conditions locales d'une solution existante dans un autre contexte géographique ou environnemental. L'innovation peut consister à mettre au point de nouveaux produits, de nouveaux processus de production, de nouvelles méthodes, de nouvelles pratiques ; elle peut être technologique, non-technologique, organisationnelle ou sociale. Elle peut aussi être fondée sur l'adaptation de pratiques, méthodes ou processus connus dans un contexte géographique ou environnemental nouveau.*

Les GO PEI contribuent aux objectifs globaux et transversaux identifiés lors du travail de diagnostic préalable à la construction du PSN, réalisé en concertation avec les acteurs du territoire :

- Renforcer la résilience des systèmes face aux changements climatiques, géopolitiques, sanitaires etc., et renforcer l'autonomie de la Région, sur le plan alimentaire, d'approvisionnement en intrants, et de dépendance aux marchés
- Accélérer la transition agro-écologique et l'évolution des pratiques agricoles, afin d'accroître la résilience des systèmes, mais aussi de diminuer leur impact sur l'environnement (protection des sols, écosystèmes et ressources en eau, atténuation du changement climatique, etc.)
- Développer des modèles économiques et des filières viables permettant une juste répartition de la valeur de l'amont à l'aval et garantissant aux agriculteurs des revenus suffisants, de bonnes conditions de travail et de qualité de la vie
- Répondre aux attentes sociétales à tous les niveaux de la chaîne alimentaire (production, transformation, commercialisation)

Face à ces objectifs, les GO PEI permettent de renforcer les passerelles entre recherche, expérimentation, et filières, agriculteurs, sylviculteurs, conseil, et de créer des outils et méthodes adaptées aux besoins des acteurs. Le diagnostic a de plus souligné l'importance des démarches collectives et territoriales pour impulser, massifier et sécuriser la transition vers des systèmes durables.

Ce dispositif contribue ainsi à l'objectif spécifique transversal « Modernisation/Connaissances » du PSN.

Afin de répondre aux objectifs identifiés ci-dessus et de développer des solutions pertinentes, les GO PEI doivent s'inscrire dans une approche systémique et englobante, en croisant les problématiques techniques, environnementales, économiques et sociales et croiser les échelles de la parcelle, de l'exploitation, des territoires et des filières. Une attention particulière sera apportée à la contribution à la transition agro-écologique et à l'insertion des solutions développées dans les filières économiques.

Les résultats des projets ont vocation à être diffusés largement auprès des filières et territoires concernées, ainsi que dans le Réseau National Rural, afin de contribuer à une évolution générale des systèmes agricoles et forestiers. Le PEI se différencie ainsi de logiques de développement R&D portées par des entreprises privées.

## Lignes de partage

---

Afin d'apporter un soutien adapté à la diversité des structures et des projets, la Région Occitanie propose d'autres outils d'accompagnement des projets de coopération, d'innovation et de recherche.

- Tout projet de diffusion d'information à un groupe portée par un organisme -> *Diffusion*
- Tout projet d'innovation ou de recherche et développement porté par une entreprise -> *contrat innovation*

## Bénéficiaires éligibles / Bénéficiaires non éligibles

---

Le bénéficiaire est un Groupe Opérationnel, constitué d'un chef de file et de partenaires associés (= entités constitutives), portant un projet d'innovation tel que détaillé précédemment.

Est considéré comme entité constitutive du groupe opérationnel une entité juridique qui consacre des moyens financiers et humains significatifs à la réalisation du projet. Des entités qui ont un rôle purement consultatif, ou qui participent ponctuellement à des réunions ne sont pas considérées comme entités constitutives du Groupe Opérationnel.

Les entités constitutives sont liées par une convention fixant les modalités de partenariat pour le projet<sup>1</sup>. L'aide sera attribuée au chef de file du projet qui porte la demande de financement pour l'ensemble des partenaires. Celui-ci est responsable du suivi administratif et financier du projet et du reversement de la subvention aux partenaires en fonction des coûts justifiés et supportés par chacun sur la base de la convention établie avec l'Autorité de Gestion.

La composition du Groupe Opérationnel doit répondre aux règles suivantes :

- Le **chef de file** est une personne morale publique ou privée active dans les secteurs agricoles, agroalimentaires ou forêt/bois, à l'exclusion des exploitations agricoles (c'est-à-dire EARL, GAEC, SCEA, entreprises individuelles à objet agricole). Il peut par exemple s'agir d'entreprises de transformation/stockage/commercialisation (dont coopératives), de groupements de producteurs (dont CUMA), de chambres d'agriculture, d'organisations professionnelles et interprofessionnelles d'instituts techniques et d'expérimentation etc.
- Le **chef de file** doit être situé en Occitanie (siège social ou établissement actif concerné par le projet).
- Le Groupe Opérationnel doit avoir entre 3 et 10 entités juridiques (chef de file + partenaires).
- Il doit inclure au moins une structure professionnelle agricole ou forestière (agriculteur, exploitant forestier, groupement de producteurs dont CUMA, entreprise de transformation/stockage/commercialisation ou interprofession).
- Au moins 50 % des partenaires doivent être situés en Occitanie (siège social ou établissement actif concerné par le projet)

---

<sup>1</sup> Missions et obligations de chacun, plans de financement, modalités de paiement de l'aide, traitement des litiges, responsabilités de chacun en cas d'irrégularités constatées, règle de propriété intellectuelle etc. Cette convention est nécessaire pour l'engagement juridique de l'aide.

## Conditions d'éligibilité du projet

---

### **Durée du projet**

La durée du projet doit être comprise entre 2 ans et 4 ans maximum, diffusion des résultats incluse.

Une prolongation d'un an peut être envisagée en fin de projet sur demande argumentée du bénéficiaire et sous réserve d'avis favorable du service instructeur.

### **Localisation du projet**

Le projet a pour objectif de répondre à une problématique rencontrée par des filières et/ou territoires d'Occitanie.

### **Nouveauté de l'action**

Le projet doit être une nouvelle action pour les acteurs concernés : l'aide à des actions déjà en cours est exclue. Le projet peut s'inscrire en poursuite d'une action déjà conduite précédemment, mais doit dans ce cas impliquer une évolution substantielle de la problématique, de la méthodologie proposée, du collectif partenarial, et/ou des territoires ciblés.

### **Validité du partenariat**

Le Groupe Opérationnel rassemble des structures aux connaissances et compétences complémentaires, adaptées à l'atteinte des objectifs du projet. Chaque entité constitutive doit avoir un rôle et une contribution explicités et justifiés au regard des objectifs du projet.

### **Equilibre financier entre les partenaires**

Aucun des partenaires (dont chef de file) ne doit supporter plus de 60% des coûts retenus du projet.

### **Diffusion des résultats**

Les résultats des projets devront obligatoirement être publics et diffusés le plus largement possible (exemples : journées techniques, séminaires, publication, site Internet, diffusion par des conseillers), y compris à travers le réseau PEI, pendant la réalisation du projet. Les modalités de diffusion des résultats doivent être prévues et décrites sous forme d'un plan de diffusion précis (site web, articles scientifiques, séminaires...), ainsi que les autres modes d'information adaptés aux acteurs ciblés.

Cette condition sera vérifiée lors du paiement.

Les actions de diffusion des résultats pendant la durée de l'opération peuvent faire l'objet d'une sollicitation financière dans le cadre de ce dispositif.

### **Expertise scientifique**

Les projets sont soumis à des expertises scientifiques réalisées par le service instructeur et/ou par des tiers. Les projets dont l'ensemble des expertises concluraient à une insuffisance majeure ne lui permettant pas de répondre à l'objectif affiché sont inéligibles.

## Eligibilité géographique

---

Conditions concernant le bénéficiaire :

- Le chef de file doit être situé en Occitanie (siège social ou établissement actif concerné par le projet).
- Au moins 50 % des partenaires doivent être situés en Occitanie (siège social ou établissement actif concerné par le projet)

Concernant la localisation du projet :

- Le projet a pour objectif de répondre à une problématique rencontrée par des filières et/ou territoires d'Occitanie

## Dépenses éligibles

---

Les coûts suivants sont éligibles sous réserve qu'ils soient directement et intégralement rattachés à l'opération (dont actions de diffusion pendant la durée de l'opération) :

- **Dépenses spécifiques directement liées à l'opération :** dépenses sur devis, dont achats de consommables entièrement dédiés au projet, frais de location, participation à des séminaires (dans la limite de 2 séminaires par an), conception et production des livrables pour diffusion des résultats du projet, licence d'exploitation, études de faisabilité pour des activités spécifiques prévues par le projet, frais d'analyses entièrement dédiés à l'opération, interventions et expertises, prestations liées à la diffusion des résultats.
- **Dépenses de rémunération (sur coût unitaire) :** Coûts salariaux (salaire brut chargé) sur la base d'une option de coûts simplifiés (coût horaire unique) directement liés à la mise en œuvre technique et administrative du projet, à la coopération et à la diffusion des résultats. Pour les dossiers déposés au titre de l'AAP 2023, la valeur des coûts horaires unitaires (valable pour toute la vie du projet) est de :
  - Le coût horaire standard pour les dépenses de rémunération est de : 33,80€
  - Le coût horaire pour un stagiaire / apprenti est de 4,30€
- **Valorisation du temps passé par les agriculteurs partenaires du projet :** Le temps des agriculteurs partenaires consacré au projet est valorisé sur la base du montant du SMIC horaire brut<sup>2</sup>
- **Dépenses sur taux forfaitaire :**
  - Frais de déplacement rattachés à l'opération (dont repas), calculés forfaitairement sur la base de 5 % des frais de personnel directs éligibles retenus
  - Charges de structures liées au projet, calculés forfaitairement sur la base de 15 % des frais de personnel directs éligibles retenus

**Pour information,** les frais liés à la constitution du GO PEI en amont du projet et au montage du dossier de demande de financement et les investissements matériels amortissables sur la durée du projet et les investissements matériels amortissables sur la durée du projet sont inéligibles.

## Conditions de soutien (montants et taux d'aide, plafonds, etc.)

---

### Taux d'aide

Le taux d'aide publique est de 80 % du montant HT des dépenses éligibles. Les dépenses d'investissements éligibles à ce dispositif sont des investissements non-productifs.

---

<sup>2</sup> Dans la limite de 2 500 heures

Le taux de cofinancement du FEADER est fixé à 80 %. La participation du FEADER est calculée par rapport au montant des dépenses publiques éligibles retenues.

#### Plancher et plafond

Plancher de dépenses éligibles à la demande d'aide : 150 000€

### Sélection des projets / principes de priorisation des dossiers

Critères de sélection	Modalités du critère	Pondération
1. Thématiques et objectifs adressés par le projet  (cumulatif)	Diminution de l'impact sur l'environnement (eau, milieu, biodiversité)	10
	Atténuation du changement climatique : stockage de carbone dans les sols, diminution de l'utilisation des intrants de synthèse	10
	Adaptation au changement climatique	10
	Renforcement de souveraineté alimentaire et en termes d'autonomie pour l'approvisionnement en intrants	5
	Amélioration de la compétitivité des exploitations agricoles et entreprises	5
	Modèle social : pénibilité des métiers, attractivité des métiers, installation	5
2. Axes d'analyse traités par le projet  (cumulatif)	Axe technique : évolution des pratiques à l'échelle de l'exploitation, du système de production ou d'un process aval	10
	Axe économique à l'échelle des structures économiques : intégration d'une analyse de l'impact économique à l'échelle pour les structures impliquées (exploitations, entreprises)	5
	Axe filière (agriculture biologique ou conventionnelle) : lien au consommateur, répartition de la valeur entre les maillons des filières, potentiel de développement de nouvelles filières, potentiel des marchés	15
	Axe territorial : ancrage des filières dans leur environnement social, lien avec les dynamiques territoriales etc.	10
3. Composition du partenariat	Projet impliquant fortement les structures professionnelles (agriculteur, exploitant forestier, groupement de producteurs dont CUMA, entreprise de transformation / stockage / commercialisation ou interprofession) : la somme des dépenses présentées par ces partenaires représente au minimum 20 % des dépenses éligibles	10
4. Intensité de l'innovation (non cumulatif)	Intensité faible : innovation d'adaptation ou incrémentale (cf. définitions).	5
	Intensité forte : innovation de rupture (cf. définition). Une argumentation est attendue pour justifier de l'intensité forte du projet	10
5. Qualité scientifique du projet	Prise en compte des acquis scientifiques actuels : dossier présentant une bibliographie actualisée des publications scientifiques, expérimentations et travaux déjà réalisés sur le sujet traité	10

Note minimale : 30 points

Total maximum des points (informatif) : 115 points

En cas d'ex aequo, si l'enveloppe disponible ne permet pas de retenir les projets ayant obtenu la même note, seront sélectionnés les projets qui ont obtenus la meilleure note selon le critère 1. Si la note pour ce critère est identique, seront étudiées les notes obtenues pour le critère 3.

Si l'utilisation de ces critères se révèle insuffisante, les dossiers seront alors départagés par la date d'arrivée au SI, voire la date d'expédition des documents aboutissant à la complétude du dossier s'ils ont été déposés le même jour (les dossiers arrivés et, le cas échéant, complétés les premiers seront sélectionnés en priorité).

#### Définitions :

- **L'innovation d'adaptation** consiste à dupliquer ou à adapter une innovation d'un secteur vers un autre secteur, ou d'un usage vers un autre usage. C'est l'adaptation d'une solution précédemment connue sur un secteur mais comportant les modifications nécessaires pour son application dans d'autres conditions, notamment son adaptation aux conditions locales. Le niveau de risque et d'incertitude est relativement faible. Le marché est souvent concurrentiel.
- **L'innovation incrémentale** ne bouleverse pas les conditions d'usage et l'état de la technique ou de l'offre sociale, mais y apporte une amélioration sensible. Le niveau de risque et d'incertitude est élevé à modéré. Le marché est souvent concurrentiel (concurrence directe ou indirecte)
- **L'innovation de rupture** est la modification profonde de l'état de la technique et/ou des conditions d'usage par le marché ou d'une nouveauté sociale majeure. L'innovation de rupture permet un changement majeur de l'état de l'art par rapport à la concurrence pour créer de nouveaux marchés et/ou modifier les comportements de consommation. Elle peut avoir un caractère radical voire révolutionnaire. Le niveau de risque et d'incertitude est très élevé voire parfois total. Le marché est souvent à créer.

#### Paie ment

---

Le versement de la subvention peut faire l'objet d'au plus 2 acomptes dont le montant cumulé ne pourra excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention. Les tranches d'acomptes ne pourront pas être inférieures à 20 % du montant prévisionnel de la subvention et inférieures au plancher de dépenses éligibles défini pour le dispositif.

Le nombre exact d'acompte sera précisé dans la décision juridique.

#### Modalités de l'appel à projet

---

Les dossiers doivent être déposés en ligne sur la plateforme dédiée Euro-Pac.

Au moment du dépôt électronique, un récépissé automatique vous sera envoyé pour confirmer le dépôt sans promesse d'aide.

Après vérification de la complétude du dossier, un accusé de réception de dossier précisant la date de début d'éligibilité des dépenses sans promesse d'aide est adressé au porteur de projet.

La date de prise en compte des dépenses éligibles est indiquée sur le document « Période de dépôt et enveloppe » pour les dossiers qui ne dépendent pas d'un régime d'Aides d'Etat. Pour les dossiers dépendant d'un régime d'Aides d'Etat la date de début d'éligibilité des dépenses est fixée par la date de réception du dossier.

Les délais de réalisation seront indiqués dans la DJ le cas échéant.

Les dossiers complets (complet = toutes les pièces administratives présentes dans le dossier, y compris les autorisations administratives et réglementaires : permis de construire, etc.) seront instruits et notés en fonction des critères présentés dans la grille de sélection puis classés par ordre décroissant de note et présentés par le service instructeur au comité de sélection des dossiers (Comité Régional de Programmation Interfonds).

Les dossiers qui demeurent incomplets à l'issue du délai fixé par le service instructeur lors de la dernière période de dépôt sont rejetés.

Les dossiers ayant obtenu un score supérieur ou égal à la note minimum sont aidés dans la limite de l'enveloppe FEADER et des cofinanceurs affectée à la période. Le cas échéant, du financement en top up (financement national sans contrepartie FEADER) pourra s'opérer.

Si, lors du comité de sélection, le dossier n'est pas sélectionné faute de disponibilités financières, plusieurs alternatives s'offrent au porteur de projet à condition qu'une autre période de dépôt sur l'appel à projets en cours soit prévue :

- S'il ne souhaite pas apporter des modifications, son dossier sera reporté au prochain comité de sélection. La date de début d'éligibilité des dépenses reste inchangée.
- S'il souhaite apporter des modifications, son nouveau projet sera à redéposer lors de la période de dépôt suivante de l'appel à projet et sera réexaminé, avec une nouvelle date de début d'éligibilité des dépenses.

Les dossiers qui obtiendraient une note identique seront départagés en fonction de la note obtenue pour un ou plusieurs critères prioritaires (voir le paragraphe « sélection » ci-dessus).

Les dossiers ayant obtenu un score inférieur à la note minimum sont rejetés. Le porteur de projet peut choisir de déposer un nouveau projet sur une autre période de l'appel à projets, le cas échéant, induisant alors une nouvelle date d'éligibilité des dépenses.